

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

Déclarations, courrier des lecteurs et témoignages

N° 499 du 7.12.2009

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

1 Déclarations, **courrier des lecteurs** & témoignages

1-1 Lobby Macarthyste CRIF AIPAC...

1-2 Israël Déploie son Réseau d'Espions du Shin Bet dans des Aéroports Internationaux Violant la Souveraineté Nationale de Pays dont la France.

1-3 Grace Batchoun : Les Conservateurs et Libéraux en compétition pour démontrer leur soutien aveugle envers Israël.

1-4 Adolescents palestiniens dans les prisons israéliennes : chantages et souffrances.

1-5 Middle East Monitor : Un rapport révèle l'utilisation des détenus palestiniens pour des expérimentations médicales israéliennes.

1-6 Iqbal Tamimi : Des enfants de Gaza se droguent pour supporter la douleur pendant qu'ils travaillent 12 heures par jour dans les tunnels.

1-7 Serge Dumont : La mauvaise traversée d'Israël d'une jeune étudiante palestinienne.

1-8 Jean-Claude Lefort : L'eau dans la bande de Gaza impropre à la consommation.

1-9 Les piqûres d'abeilles pour soulager les maux de Gaza.

2 Annexe

2-1 Chaïmaa Abdel-Hamid : Différents Murs, différentes raisons...

2-2 Khaled Amayreh : Histoire d'une icone de la Résistance : Sheikh Ezzedin Al-Qassam.

2-3 Aline de Diéguez : Le jardin des supplices de Gaza.

1 Déclarations, courrier des lecteurs & témoignages

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Lobby Macarthyste CRIF AIPAC...

Grande Bretagne : Le CFI Petit Mais Puissant Lobby Pro Israël Finance Les Conservateurs Donnés Gagnants Aux Prochaines Elections Législatives

Selon un article du quotidien anglais The Guardian du 16/11/09, citant un documentaire de Channel 4 récemment programmé, si les Conservateurs gagnent les prochaines élections législatives l'influence du Lobby pro Israël va croître car les Tories sont largement financés par ce Lobby sioniste.

Les organisations pro Israël en Grande Bretagne regroupées dans un petit mais puissant Lobby pro sioniste vont voir leur influence décuplée si les Conservateurs gagnent les prochaines élections selon le film de Channel 4 qui a examiné les activités de ce Lobby.

Au moins la moitié des députés du cabinet fantôme sont membres du CFI (Conservative Friend of Israël) selon ce film. Les producteurs de ce programme décrivent le CFI comme **« sans aucun doute le mieux connecté et probablement le mieux financé de tous les groupes de lobbying de Westminster »**.

Le montant des financements versés aux Tories par ce Lobby sioniste anglais via des donations de ses membres et de leurs business pour les huit dernières années dépassent les 16.7 millions de \$.

Comme le dit Sir Richard Dalton, un ancien diplomate britannique qui a été consul général à Jérusalem et ambassadeur en Libye et en Iran *« je ne crois pas et je ne pense pas qu'il y ait quelqu'un qui pense que ces contributions financières soient faites sans contre partie »*.

Le programme TV décrit également comment le chef des Conservateurs, David Cameron, a accepté une donation de 25 053 \$ de Poju Zabudowicz, un milliardaire finlandais président de Bicom (Britain Israel Communications Center). Zabudowicz, selon le film, a des intérêts financiers dans des activités situées dans des colonies illégales en Cisjordanie occupée, notamment dans un centre commercial situé dans la colonie de Ma'aleh Adoumim près de Jérusalem Est, une colonie qui coupe la Cisjordanie en deux. Il a aussi fait don de plus de 80 000 \$ au Bureau Central des Conservateurs.

William Hague, qui a été nommé ministre des affaires étrangères du cabinet fantôme a accepté des donations se chiffrant en milliers de dollars des membres du conseil d'administration du CFI. Pourtant, Hague avait été mis à l'index par le CFI après avoir critiqué l'attaque israélienne contre le Liban pendant l'été 2006, la qualifiant de *« disproportionnée »*. Lord Kalms, un membre du CFI et généreux donateur pour les Conservateurs avait alors menacé de cesser ses financements. Selon le film, Cameron aurait accepté de bannir le mot *« disproportionné »* du langage des Conservateurs en ce qui concerne Israël. Les supporters du CFI ont également versé des sommes importantes pour financer la campagne des membres de l'équipe de Cameron, élu une première fois en 2005. Bien que cela soit légal, ces financements par le Lobby pro Israël en Grande Bretagne est peu connu du public britannique.

Alors qu'une étude aux Etats Unis de deux universitaires américains, Stephen Walt et John Mearsheimer a démontré l'influence du puissant Lobby israélien sur la politique étrangère américaine, en Grande Bretagne jusqu'à présent peu de publicité a été faite sur l'influence politique du Lobby pro Israël dans ce pays.

Selon Michael Mates, un député conservateur et conseiller privé, *« le Lobby pro Israël ... est le lobby politique le plus puissant » « ils sont intouchables »*.

En Juin, lors d'un dîner organisé par le CFI, Cameron n'a fait aucune mention des morts palestiniens lors de l'Opération Plomb Durci menée par l'armée israélienne fin décembre 08 début janvier 09 (1400 morts palestiniens, 13 morts israéliens majoritairement des militaires) mais a félicité Israël car *« il fait tout son possible pour protéger des vies innocentes »*.

Le parti Travailliste britannique n'est pas en reste lui non plus lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts sionistes. Le Labour Friends of Israel (LFI) a envoyé quelque 60 parlementaires en mission de brainwashing sioniste sur le terrain depuis 2001, alors que les Tories en ont envoyé 30 ces trois dernières années.

Bicom, tout comme les groupes affiliés des partis, organise des conférences et des voyages en Israël pour les journalistes, y compris d'ailleurs pour ceux du Guardian.

Pour les prochaines élections législatives anglaises, les Tories sont donnés gagnants. Un nouveau gouvernement d'un pays européen dont la politique étrangère risque de tomber sous domination sioniste. Un de plus !

La chaîne TV britannique, Channel 4, est connue comme étant provocatrice. Nul doute qu'il faut l'être pour oser dénoncer le puissant Lobby pro Israël.

L'année dernière à Noël Channel 4 avait programmé en plus des traditionnels vœux de la reine Elisabeth aux Anglais, les vœux pré enregistrés du président iranien, Mahmoud Ahmadinejad. Le puissant Lobby sioniste de Grande Bretagne, qui n'a de cesse de le diaboliser, avait déjà fort apprécié !

Pour visionner la série documentaire en anglais de Channel 4

Dispatches: Inside Britain's Israel Lobby

http://www.planetenonviolence.org/Grande-Bretagne-Le-CFI-Petit-Mais-Puissant-Lobby-Pro-Israel-Finance-Les-Conservateurs-Donnes-Gagnants-Aux-Prochaines_a2055.html

1-2 Israël Déploie son Réseau d’Espions du Shin Bet dans des Aéroports Internationaux Violant la Souveraineté Nationale de Pays dont la France.

Non contents d’occuper la Palestine, les Sionistes occupent certains aéroports internationaux, y collectent grâce à leurs réseaux d’espions employés par la compagnie aérienne El Al - au nez et à la barbe des autorités locales - des informations à caractères racistes en violation de la souveraineté nationale des états. Ils opèrent entre autres à New York, Paris, Vienne et Genève

Myriam Abraham

25 Novembre

Méthode d’interrogatoire utilisée par le Shin Bet sur les Palestiniens

Des espions israéliens ont-ils infiltré des aéroports internationaux ?

Information complémentaire sur le Shin Bet

Egalement connu sous le nom de General Security Services ou Shabak, c’est en principe un organisation de sécurité intérieure. Elle est connue comme étant responsable des opérations clandestines contre les Palestiniens et dirige tout un réseau d’informateurs palestiniens souvent forcés de collaborer. Elle joue un rôle majeur dans les assassinats contre des militants palestiniens, les arrestations et détentions arbitraires, la torture contre les prisonniers palestiniens y compris des enfants et des femmes.

Cette agence possède trois départements opérationnels agissant sur une base raciste :

Un département des affaires arabes responsable des opérations contre la résistance palestinienne avec un détachement d’agents clandestins connus sous le nom de Mista’arvim (maraudeurs) opérant souvent déguisés en Palestiniens.

Un département des affaires non arabes anciennement divisé en sections communistes et anti communistes opérant contre les autres pays notamment en infiltrant les services secrets étrangers et les missions diplomatiques étrangères en Israël.

Le département de sécurité et protection responsable de la protection des bâtiments du gouvernement israélien, des ambassades, des industries de la défense, des installations scientifiques, des zone industrielles et de la compagnie aérienne nationale (El Al).

Selon des experts de la sécurité israélienne, le Shin Bet emploie un grand nombre de personnes parlant l’arabe, capables de se faire passer pour des Palestiniens, et qui se déplacent librement en Cisjordanie.

La réputation du Shin Bet - comme celle de sa sœur jumelle le Mossad plus tournée vers les opérations clandestines d’espionnage mais aussi d’assassinats ciblés à l’étranger – a beaucoup souffert ces dernières décennies.

En 1984, deux Palestiniens responsables d’un détournement de bus ont été battus à mort, l’affaire étant connue sous le nom de l’affaire du Bus 300. Une enquête gouvernementale menée plus tard a révélé que le chef du Shin Bet de l’époque, Avraham Shalom, avait donné l’ordre de les assassiner et ensuite tenter d’étouffer l’affaire.

Mais ce sont surtout les méthodes d’interrogatoire du Shin Bet, en fait des actes de torture, provoquant selon des organisations de défense des droits de l’homme la mort de prisonniers palestiniens où les laissant handicapés à vie, qui ont donné au Shin Bet une terrible réputation.

Laisser opérer librement les agents du Shin Bet - El Al servant de couverture - sur le territoire national revient à cautionner ces pratiques. Il est grand temps de libérer le territoire français de ces racistes, qui violent la souveraineté nationale et ont des pratiques condamnables par les lois du pays.

<http://www.planetenonviolence.org>

http://www.alterinfo.net/Israel-Deploie-Son-Reseau-D-Espions-Du-Shin-Bet-Dans-Des-Aeroports-Internationaux-Violant-La-Souverainete-Nationale-De_a39696.html

1-3 Grace Batchoun : Les Conservateurs et Libéraux en compétition pour démontrer leur soutien aveugle envers Israël.

Ce jeudi, 19 novembre, le chef du Parti libéral Michael Ignatieff a réagi fortement à un dépliant des Conservateurs qui semble représenter le Parti libéral comme un partisan inconsistant d’Israël, et par extension, pas assez fort pour la communauté juive du Canada. Plus tôt cette semaine, les foyers canadiens de certaines circonscriptions à forte population juive ont reçu des dépliant, une technique également connue sous le nom des « dix-pourcent », distribués par des députés conservateurs du parlement, comparant le bilan des partis conservateur et libéral sur la lutte contre l’antisémitisme et le soutien envers Israël et affirmant que le Parti conservateur est le parti sur lequel la communauté juive peut compter pour défendre ses intérêts.

Le dépliant, qui fait l’éloge du bilan des Conservateurs en matière d’antisémitisme, de lutte contre le terrorisme et de soutien envers Israël tout en dépeignant les Libéraux comme faibles sur ces thèmes, a invité M. Ignatieff et son parti à défendre leur position à l’égard d’Israël. Le chef libéral a été cité comme disant: « Le Parti libéral s’est tenu épaule contre épaule avec l’État d’Israël depuis 1948 [...] ». Les Libéraux, le NPD et plusieurs de partout au Canada ont critiqué l’usage fait par le Parti conservateur de son privilège parlementaire de l’envoi de feuillets d’information à l’aide de fonds publics, suggérant qu’il est inapproprié d’utiliser ce privilège pour envoyer des dépliant de nature hautement partisane ou propagandiste, surtout à des citoyens vivant en dehors de ses propres circonscriptions.

CJPMO estime que l'antisémitisme, comme toute autre forme de racisme, est déplorable et doit être combattue. Néanmoins, les partis conservateur et libéral, pris dans un jeu de surenchère à propos du soutien envers la communauté juive du Canada, continuent à confondre la critique d'Israël avec de l'antisémitisme. « Premièrement, les Canadiens doivent être libres de pouvoir critiquer un comportement qui va à l'encontre du Canada et des valeurs universelles. Deuxièmement, la communauté juive du Canada comprend un large éventail d'opinions concernant Israël. Il y a beaucoup de juifs au Canada qui sont critiques envers Israël », affirme Thomas Woodley, le président de CJPMO. « Les partis politiques canadiens devraient tenter de construire des ponts entre les diverses communautés du Canada, et non pas faire la distribution de matériel qui les divise ».

À la lumière du rapport Goldstone de l'ONU - produit suite à l'agression de 22 jours d'Israël contre Gaza l'hiver dernier - apportant de nombreuses preuves détaillées qu'Israël a commis des crimes de guerre et, possiblement, des crimes contre l'humanité, un soutien inconditionnel du Canada envers Israël entre en contradiction avec le soutien traditionnel du pays envers les droits de l'homme et le droit international. Woodley poursuit en disant: « Je trouve très difficile de voir qu'au moment où la majorité de la communauté internationale appelle à la tenue d'enquêtes sur ce qui s'est passé lors de l'invasion de Gaza par Israël, nos dirigeants soient entrain de se disputer à propos duquel des partis est le plus aveuglement favorable à Israël ».

Grace Batchoun

[CJPMO Mondialisation.ca](http://CJPMO.Mondialisation.ca),

Grace Batchoun

Canadiens pour la Justice et Paix au Moyen-Orient

Canadiens pour la Justice et la Paix au Moyen-Orient (CJPMO) est une organisation séculière, sans but lucratif, regroupant des hommes et des femmes d'horizons divers qui œuvrent pour que la paix et la justice renaissent au Moyen-Orient. Elle a pour vocation de responsabiliser les personnes d'influence à traiter les protagonistes avec équité et à favoriser l'essor durable et équilibré de la région.

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Téléphone: (514) 745-8491

Courriel [CJPMO](mailto:CJPMO@Mondialisation.ca) - Site web [CJPMO](http://CJPMO.Mondialisation.ca)

[CJPMO Mondialisation.ca](http://CJPMO.Mondialisation.ca), Le 20 novembre

20 novembre 2009 -

[Articles de CJPMO publiés par Mondialisation.ca](http://Articles.de.CJPMO.publiés.par.Mondialisation.ca)

1-4 Adolescents palestiniens dans les prisons israéliennes : chantage et souffrances.

Le nombre de détenus palestiniens dans les prisons israéliennes a dépassé les douze mille. Femmes et hommes vivent dans des conditions des plus difficiles dans les prisons israéliennes. Parmi ces captifs se trouvent des mineurs dont l'âge ne dépasse pas les dix-huit ans. Ils ont pris l'appellation d'*al-ashbal*, les lionceaux.

Plusieurs députés du Conseil Législatif Palestinien étaient, eux aussi, enfermés dans les prisons israéliennes. Ils ont vécu les souffrances de ces mineurs et ils nous en font part.

Chantage et racket

Le député Hosni Al-Bourini remarque que beaucoup de dangers entourent les jeunes captifs palestiniens. Le plus grave de ces dangers reste cette politique de chantage et de racket adoptée par les services israéliens de renseignements. Du chantage et du racket contre des enfants, fragiles et influençables, pour les engager dans des actions contre leur peuple palestinien.

Des conditions particulières

Les occupants israéliens mettent les mineurs dans des divisions qui leur sont spéciales. Mais cela ne signifie aucunement qu'ils gardent pour eux un traitement spécial prenant en considération leur âge, leur assurant des conditions particulières. Ils ne les traitent pas mieux que les adultes. Parfois pire.

Pour sa part, l'avocat Faris Abou Al-Hassan dit que les mineurs vivent dans des conditions très difficiles, en commençant par des enquêtes durement menées et ne se terminant que par tous des abus et une exploitation de leur âge vulnérable.

Selon les députés libérés, les captifs palestiniens mineurs sont, comme les adultes, l'objet d'une politique de négligence médicale. Ils sont aussi l'objet de toutes sortes d'agressions et de frappes.

Devant les tribunaux israéliens

On dit que les occupants israéliens ont mis en place des tribunaux spéciaux pour les mineurs. Le député Al-Bourini commente cette affaire, en disant que l'emprisonnement des mineurs est déjà un délit.

L'avocat Faris Abou Al-Hassan dit que les mineurs sont jugés par des tribunaux militaires spéciaux pour les adultes. Il espère que ces nouveaux tribunaux ne soient pas une affaire formelle.

Selon les dernières statistiques faites par des établissements juridiques, le nombre de mineurs enfermés a dépassé les 320 adolescents.

Récemment, quelques rabbins sionistes ont lancé des appels à tuer les Palestiniens dont les nourrissons ! Le député du Conseil Législatif Palestinien Hamed Al-Bitaoui craint une campagne d'agressions contre les jeunes palestiniens.

A cette occasion, Al-Bitaoui s'est montré indigné du silence arabo-islamique et du monde entier face à ces déclarations qui permettront des massacres qui s'ajouteront à tous ces massacres commis à l'encontre du peuple palestinien par les occupants israéliens et par leur armée qui n'a aucune honte devant tout ce qui est palestinien.

1-5 Middle East Monitor : Un rapport révèle l'utilisation des détenus palestiniens pour des expérimentations médicales israéliennes.

Un rapport palestinien révèle qu'Israël se sert des prisonniers palestiniens comme cobayes pour tester de nouveaux médicaments produits par les laboratoires du Ministère israélien de la Santé. Il y a plusieurs années, plusieurs organismes médicaux ainsi que des institutions de santé et humanitaires avaient mis en garde contre les sévices infligés aux prisonniers palestiniens par la conduite de tels tests.

Le Ministère palestinien aux Affaires des Prisonniers a rapporté que « *parce que cette question refait surface, elle soulève beaucoup d'inquiétudes parmi les prisonniers palestiniens et leurs familles, qui sont inquiets pour l'avenir de leurs enfants et pour leur santé dans les prisons israéliennes.* »

Le rapport explique qu'aujourd'hui, ce n'est pas plus la négligence médicale, le manque de médicaments, la malnutrition et les soins médicaux sommaires fournis aux prisonniers – en dépit de l'importance de tous ces faits – que l'on redoute, mais le manque de respect des normes humanitaires par les services médicaux israéliens.

Le rapport souligne également que cette situation est incompatible avec l'éthique fondamentale de la profession médicale, qui consiste essentiellement dans le fait que le but de la mission d'un médecin est de sauver la vie du patient et de soulager la douleur qui peut affecter sa santé mentale et physique.

Dans une recherche spéciale réalisée par la Fondation de Solidarité Internationale (ISF) sur cette question, le rôle des médecins israéliens dans les prisons de l'occupation est résumé en trois fonctions principales qui contreviennent à l'éthique de la profession, notamment par l'extorsion d'aveux des prisonniers par l'usage de la force.

- La première tâche du médecin est de remplir un formulaire spécial sur l'état du détenu, appelé « *formulaire de condition physique* », où le médecin identifie les faiblesses physiques initiales du corps du détenu palestinien après avoir procédé à quelques tests préliminaires. Puis il informe le service d'investigation des résultats qui seront ensuite utilisés pour faire pression sur le captif pour le forcer à avouer.

- La deuxième tâche est de masquer les effets de la torture et des abus sur le corps du prisonnier avant toute comparaison devant un tribunal ou toute visite des organisations humanitaires ou des droits de l'homme.

- Quant à la troisième tâche, elle est de faire des prélèvements sur le détenu et d'utiliser le centre médical de l'administration pénitentiaire pour transférer des informations sur les détenus grâce à ces tests cliniques. La tâche la plus grave menée par ces médecins, soulignée par l'ISF, est l'utilisation des prisonniers palestiniens pour tester des médicaments israéliens et des ingrédients médicaux.

L'article signale que ces essais et ces tests ne sont pas conduits par la prison ni par les services d'investigation, mais par le Ministère de la Santé israélien qui est impliqué dans la supervision, le suivi et l'élaboration d'études scientifiques sur la réponse des détenus à ces médicaments, produits de parapharmacie, seringues et produits chimiques qui leur sont proposés.

Le Ministère de la Santé israélien opère de tels actes au sein de la chaîne normale de l'organisation israélienne, comme l'utilisation d'animaux de laboratoire, qu'il considère comme des actes scientifiques légitimes.

Selon le rapport d'ISF, Dalia Isaac, membre du Parlement israélien et présidente de la Commission de réforme parlementaire de la science, avait révélé auparavant, lors d'une session de la Knesset, le trafic de 1.000 tests de médicaments non officiels sur des prisonniers palestiniens et arabes dans les prisons israéliennes.

Des magazines étrangers et occidentaux ont révélé que la plupart de ces expérimentations sont généralement effectuées sur des prisonniers palestiniens et arabes qui sont ignorés par leurs gouvernements, et ceux qui ne reçoivent pas de visites régulières de leurs parents ou des organisations pour les droits de l'homme pendant leur détention. Ceci garantit la confidentialité de ces essais et permet aux Israéliens d'éviter les accusations de sévices.

Source : Quds Press -Middle East Monitor

Traduction : MR pour [ISM](#)

19 Novembre 2009

Middle East Monitor

http://www.alterinfo.net/Un-rapport-revele-l-utilisation-des-detenus-palestiniens-pour-des-experimentations-medicales-israeliennes_a39450.html

1-6 Iqbal Tamimi : Des enfants de Gaza se droguent pour supporter la douleur pendant qu'ils travaillent 12 heures par jour dans les tunnels.

Les enfants juifs de l'État d'Israël qui a lancé des attaques contre les enfants de Gaza au mois de janvier dernier avec ses bombes et ses missiles, assiégeant leur ville à partir des airs, mer et terre sont en train de profiter de bons repas, d'éducation, de soins, de moyens de transport, de divertissement, d'eau pour se laver et pour nager. Mais qu'en est-il des enfants affamés de Gaza ?

Ceux qui connaissent le siège israélien de Gaza sont parfaitement au courant de la pénurie de nourriture, de médicaments, de matériaux de construction et d'autres biens de consommation, mais ce que beaucoup ne savent

pas c'est que se sont les enfants de Gaza qui sont les premières victimes de ce siège, ils souffrent d'un nouveau type d'oppression et de douleurs mentales et physiques.

Les enfants de Gaza sont obligés de travailler dans les tunnels étroits et dangereux construits entre Gaza et l'Égypte, à travers lesquels ils passent des aliments et d'autres marchandises de contrebande. Outre la contrebande, ils sont tenus à d'autres tâches : ils creusent des tunnels, choisissent les passages appropriés, installent le système d'éclairage et posent des tuyauteries pour acheminer le carburant introduit depuis le côté égyptien.

En mars 2009, et pour la troisième fois en 2 mois, la police égyptienne dans le Sinaï, a arrêté un groupe d'enfants qui rampait dans les tunnels de la Bande de Gaza assiégée. Le plus âgé avait seulement 12 ans : Orabi Mohamed Abu-Saud (12 ans), Mohamed Zaidan Al Faramawy (12 ans), Hasan Eyad Zanouh (11 ans), et Nabil Ibrahim Abu-toyour (11 ans). Tous étaient passés furtivement de l'autre côté de la frontière pour acheter des bonbons et de la nourriture et les revendre dans les rues de Gaza.

L'Unité de recherche de terrain de la Société Nationale Nationale pour la Démocratie et le Droit ([National Society for Democracy and Law](#)) a publié un rapport sur le phénomène généralisé de la main d'œuvre infantile dans les tunnels et demande de l'aide et du soutien à la communauté internationale pour mettre fin à la misère des enfants.

La pauvreté toujours croissante à Gaza à cause du siège israélien et à la dernière agression de l'armée israélienne oblige les enfants à travailler 12 heures par jour dans les tunnels extrêmement dangereux. Les jeunes garçons transportent les marchandises dans des tunnels étroits qui s'étendent sur toute la frontière entre Gaza et l'Égypte ; Ils mesurent plus de 700 mètres de long, et sont creusés à 12 mètres de profondeur. Ils ne sont guidés que par de simples ampoules électriques espacées tous les 10 mètres. Les enfants travaillent de 7h du matin à 7h du soir et il y a aussi un roulement hebdomadaire pour le travail de nuit.

Les enfants ne peuvent se reposer qu'une heure seulement au cours des 12 heures de travail terminant, évidemment, épuisés, avec une très grande fatigue. Beaucoup d'enfants sont ainsi contraints de prendre une drogue stimulante connue localement sous le nom de « Tramal » ([Tramadol](#)). On dit que cette drogue est censée aider les enfants à oublier la douleur, à revitaliser leurs organes et à les maintenir au travail sans se plaindre davantage. Mais, en même temps, cette consommation illégale de drogues entraîne de sérieuses complications de santé et des effets secondaires.

À travers les tunnels, les enfants doivent transférer toutes sortes de marchandises pour le commerce, tels que : nourriture, appareils électriques, médicaments, lait pour bébé, produits textiles, chaussures, et du bétail. Mais le plus dangereux de tout, est d'avoir recours à des produits aussi dangereux que les « diluants » et les solvants mélangés à certains types de peintures. Les solvants sont très dangereux puisque leurs émanations sont très piquantes et toxiques lorsqu'elles sont inhalées, et si le récipient vient à se percer dans le tunnel pendant le voyage infernal, cela aurait un effet désastreux pour les enfants dans l'obscurité qui se traînent sur leurs genoux en portant d'autres produits dangereux comme les produits chimiques pour le nettoyage, la soude caustique, et du gasoil. Ils doivent manipuler tous ces produits chimiques dans un espace confiné, où il n'y a ni ventilation ni sorties de secours.

Étant donné le pourcentage chaque fois plus grand de pauvreté à cause du siège israélien, beaucoup d'enfants ont cessé d'aller à l'école. Un petit nombre seulement est parvenu à organiser leur temps et travailler tout en étudiant. La majorité des enfants a commencé à travailler il y a 1 à 2 ans.

La majorité ne semblait pas avoir peur de travailler dans des conditions aussi dangereuses, tous étaient passés par les pires terreurs auxquelles tout enfant résisterait difficilement : les bombardements de leur maison par l'armée israélienne, la perte des membres de leur famille qui sont morts sous les décombres, l'expérience d'avoir à ramasser les lambeaux de leurs petits camarades qui ont été assassinés au cours des raids israéliens. Il semble qu'ils aient déjà été témoins de toute sortes d'horreurs qui les ont immunisés contre la peur, ou pire encore, ils ont été dépouillés de la volonté de vivre.

Bien que parmi eux, beaucoup aient du affronter des problèmes techniques, comme des coupures de courant, des fuites de gaz, l'effondrement de tunnels, en plus de leurs problèmes de bas salaires, et le fait que beaucoup des tunnels étaient bombardés par les forces israéliennes pendant qu'ils y travaillaient, ils n'ont d'autre option que travailler, affrontant la mort à chaque fois qu'ils se traînent dans ces pièges mortels.

Au cours d'un accident, 20 jeunes hommes palestiniens sont morts asphyxiés : les autorités égyptiennes avaient découvert certains tunnels dans lesquels elles ont ordonné de verser des produits toxiques puis de les refermer. Quatorze autres jeunes avaient été secourus, échappant ainsi à la mort.

Au cours de ces 3 dernières années depuis le début de la construction des tunnels, le nombre total de victimes mortes à cause de l'effondrement des tunnels seulement par les bombardements israéliens directs ou par la destruction des tunnels par les autorités égyptiennes s'est élevé à 117 personnes. D'après les données de l'Hôpital Abou Youssuf Annajar et de l'Hôpital Européen, 32 de ces victimes étaient des enfants.

Les enfants interviewés ont dit qu'ils avaient été choisis pour travailler dans les tunnels, puisque leur corps était plus petit, et qu'il leur était donc plus facile d'y circuler, en plus du fait que leur salaire était moindre que celui des adultes. Le salaire d'un enfant est entre 9 et 36 € par jour, mais la majorité gagne 18 € par jour. Ils ont abandonné l'école pour pouvoir manger et mettre un peu de pain sur la table familiale. La majorité des familles sont contre l'idée que leurs enfants travaillent, mais elles n'ont pas le choix, car elles sont obligées d'avoir au moins un membre qui travaille puisque les adultes ne trouvent plus rien à faire après la destruction de leur ville et de leurs entreprises en janvier dernier, de même que le siège israélien les empêche de rétablir quelque type d'activité que ce soit.

Ce qui est étrange c'est que les enfants qui travaillent conseillent aux autres enfants de ne pas abandonner l'école, pour quelque raison que ce soit. Étant donné ce qu'ils ont eu à subir, beaucoup d'entre eux ont même fait part de leurs conflits avec leurs employeurs aux anciens de la ville et à la police. Ils ont porté plainte contre les propriétaires des tunnels.

Ce qui se passe là est un crime contre l'enfance, un abus et une discrimination contre les jeunes. Les propriétaires des tunnels profitent des jeunes qui ne peuvent pas affronter des adultes plus forts qu'eux ou se défendre contre eux.

Il y a de la négligence de la part des parents qui connaissent le danger qu'il y a à travailler dans ces tunnels, quelques parents encouragent même leurs enfants à travailler, bien qu'ils connaissent les risques qu'ils encourrent.

Il y a un échec flagrant des autorités à la prévention de ce phénomène, qui est définie comme un délit par la loi palestinienne.

Les organisations de défense des droits humains ont échoué à se confronter à ce phénomène.

Le siège israélien doit être levé impérativement, nous lançons un appel à la communauté internationale à intervenir pour faire lever le siège imposé à la Bande de Gaza et ouvrir tous les points de passage afin de permettre que tous les marchandises puissent circuler, car c'est la seule action qui permettra la fermeture immédiate des tunnels.

Des enfants ne sont pas censés ramper sur les genoux dans des tunnels sombres et profonds, ils sont censés être assis à leurs pupitres et étudier à l'école, jouer et faire de l'exercice physique. Ces enfants ont besoin d'être réhabilités, puisqu'une grande partie d'entre eux ont développé des problèmes de comportement et psychologiques, et certains sont maintenant dépendants de certaines drogues.

Il faut sauver les enfants de Gaza, les sortir de l'ornière avant qu'ils ne grandissent animés par la colère et le ressentiment, et que nous ayons alors tous à faire face aux conséquences de leur oppression.

Iqbal TAMIMI

Jeudi 12 Novembre 2009

Traduit par Esteban G..

Édité par Fausto Giudice

Source : *Palestinian Mothers-The Children of Gaza develop narcotic addiction to withstand the pain while working 12 hours a day in the tunnels*

Article original publié le 8/11/2009

Esteban G. et Fausto Giudice sont membres de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique. Cette traduction est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner l'auteur, le traducteur, le réviseur et la source.

URL de cet article sur Tlaxcala : <http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=9243&lg=fr>

http://www.alterinfo.net/Des-enfants-de-Gaza-se-droguent-pour-supporter-la-douleur-pendant-qu-ils-travaillent-12-heures-par-jour-dans-les-tunnels_a39161.html

1-7 Serge Dumont : La mauvaise traversée d'Israël d'une jeune étudiante palestinienne.

Sans la paranoïa des gardes-frontière israéliens, personne n'aurait sans doute entendu parler de Berlanty Azzam, 21 ans. Mais le 29 octobre, cette étudiante née dans la bande de Gaza et résidant tout à fait légalement en Cisjordanie depuis 2005 a eu le malheur de croiser une patrouille. Et de subir un contrôle d'identité.

La jeune femme n'était pas spécialement inquiète, puisque ses papiers étaient en règle et qu'elle disposait d'un document officiel l'autorisant à traverser l'Etat hébreu pour se rendre dans les deux parties de la Palestine. Mais pour les gardes-frontière, tout cela était suspect. Les documents étaient forcément faux. Arrêtée, maintenue au secret, Berlanty Azzam n'a jamais eu l'occasion d'expliquer son cas. Au bout de deux jours, elle a été déportée sans autre forme de procès vers la bande de Gaza. Cela, alors qu'il ne lui restait que deux mois de cours avant de décrocher son diplôme en business management à l'université de Bethléem.

Une nouvelle bavure ? En tout cas, pour la première fois depuis longtemps, le cas de l'étudiante semble intéresser l'opinion israélienne. Parce que les services de sécurité de l'Etat hébreu ont reconnu que la jeune femme «*ne représente aucun danger*» et parce que le département juridique de l'état-major de l'armée avoue avoir commis une erreur en la déportant aussi rapidement. Une fois n'est pas coutume, plusieurs médias israéliens se sont d'ailleurs penchés sur «l'affaire Berlanty», et Kol Israël (la radio publique) lui a consacré un long débat.

«*Peu après mon arrestation, les soldats m'ont dit que tout se passerait bien et que j'aurais le droit de me défendre dans le cadre d'une procédure légale*», a raconté l'étudiante, interviewée par téléphone. *Mais rien ne s'est pas passé comme annoncé. Lorsqu'ils se sont rendu compte de leur erreur, ils se sont débarrassés de moi comme d'un colis encombrant.*» Soutenue par une série d'organisations, dont Gisha - une ONG israélienne défendant le droit à la libre circulation des Palestiniens -, Berlanty Azzam a déposé un recours devant la Cour suprême de l'Etat hébreu. Pour l'heure, celle-ci n'a pas encore statué sur le fond, mais dans un arrêt rendu jeudi, elle a ordonné à l'armée de procéder à une audition de la plaignante assistée d'un avocat. Encore faut-il pour cela que la jeune femme soit autorisée à quitter la bande de Gaza, ce qui n'était toujours pas le cas vendredi après-midi.

16/11

SERGE DUMONT

1-8 Jean-Claude Lefort : L'eau dans la bande de Gaza impropre à la consommation.

L'eau dans la bande de Gaza est "désormais impropre à la consommation humaine" en raison notamment d'une salinité excessive, a déclaré samedi un responsable palestinien chargé de l'approvisionnement en eau des municipalités côtières de Gaza.

"L'eau est désormais impropre à l'utilisation humaine. Des analyses d'experts internationaux ont montré que seulement 10% de l'eau de la bande de Gaza est potable, ce qui est un risque pour la vie des Palestiniens", s'est alarmé Mounzir Chiblak, responsable d'une compagnie de distribution d'eau dans le territoire.

Dans un communiqué, M. Chiblak a appelé à "prendre les mesures nécessaires pour mettre fin au problème de la salinité de l'eau qui s'aggrave" à Gaza, un territoire bordé par la Méditerranée.

"La situation est critique", a-t-il estimé, en évaluant à plus de 80 millions de m³ le déficit en eau de la nappe phréatique de Gaza l'an dernier.

La population de Gaza -1,5 million de Palestiniens soumis à un strict blocus israélien- dépend de ces réserves en eau souterraines pour sa consommation et les besoins de l'agriculture.

Si la situation perdure, averti le responsable palestinien, les réserves en eau de la nappe phréatique côtière de la bande de Gaza risquent de "péricliter dans les prochaines années".

Très densément peuplée, la bande de Gaza, située au sud-ouest d'Israël et limitrophe de l'Égypte, est un corridor sablonneux de 45 km de long sur 6 à 10 km de large qui souffre d'une pénurie chronique d'eau. (belga)

Source : Jean-Claude Lefort

http://www.palestine-solidarite.org:80/dossier.Salah_Hamouri.Jean-Claude_Lefort.211109.htm

21/11/09 23h01

<http://www.7sur7.be/7s7/fr/1735/Israel-Palestine/article/detail/1032264/2009/11/21/L-eau-dans-la-bande-de-Gaza-impropre-a-la-consommation.dhtml>

1-9 Les piqûres d'abeilles pour soulager les maux de Gaza.

Lorsque Ratib Samur, un guérisseur, a ouvert sa clinique à Gaza, personne n'a cru qu'il pourrait soigner et soulager ses patients avec des piqûres d'abeilles, mais ce traitement fait désormais fureur dans un territoire isolé, en manque de médicaments.

"Le venin d'abeille est vraiment efficace. Je ne ressens plus cette douleur qui m'empêchait de dormir", s'exclame Mohammed al-Dayya, 25 ans, qui souffre de paralysie musculaire.

M. Dayya avait l'habitude d'aller se faire soigner en Égypte. "Ce traitement a stabilisé mon état. Il n'empirera pas avant que je puisse voyager", se console-t-il, lors d'une séance dans la clinique de Ratib Samur, où il se rend une fois par semaine.

"Je ne peux pas l'aider à remarcher. Mon traitement se contente surtout de soulager la douleur et d'empêcher une dégradation de son état", explique le guérisseur, âgé de 53 ans, qui a une formation d'ingénieur agronome en Égypte.

L'ouverture de sa clinique, en 2003, a été accueillie avec scepticisme. Pourtant, "elle a été mieux acceptée lorsque j'ai obtenu de bons résultats et les patients ont même augmenté depuis le début du siège israélien", souligne M. Samur.

Il est très difficile pour les Gazaouis de sortir du territoire, soumis à un strict blocus de la part d'Israël et de l'Égypte depuis que le mouvement islamiste Hamas a pris le pouvoir à Gaza, en juin 2007.

L'État hébreu autorise la sortie des cas médicaux urgents, mais il n'accorde qu'un nombre limité de permis pour les traitements à l'étranger.

Dans ces conditions, des centaines de personnes se tournent vers la clinique de Ratib Samur, d'autant que les tarifs sont abordables. Il n'en coûte que 1,60 euro pour une série de trois injections de venin.

Ismail Matar, 23 ans, a subi un violent traumatisme psychologique pendant la dernière guerre à Gaza, l'hiver dernier, lorsque l'un de ses amis a été tué devant lui lors d'un raid aérien israélien.

"J'étais en état de choc. Je n'étais pas assez fort pour bouger mes jambes, je voyais difficilement et aucun médicament ne parvenait à m'aider. Mais à présent, après sept mois de traitement aux piqûres d'abeilles, je vais bien mieux", se réjouit-il.

Le principal composant du venin d'abeille est la mellitine, un agent anti-inflammatoire et anticoagulant.

L'apithérapie --les soins par les abeilles, une pratique très ancienne--, est utilisée un peu partout dans le monde pour traiter la sclérose en plaque et l'arthrite, mais il y a peu de preuve quant à son efficacité réelle.

"Ce traitement est un complément médical", précise Ratib Samur, qui refuse de s'occuper des cardiaques, des diabétiques ou des cancéreux. "Je ne pose pas de diagnostic de la maladie, je m'appuie entièrement sur l'opinion du médecin", dit-il, en allant de patient en patient avec sa petite boîte remplie d'abeilles.

Nivine Ajour, un mère de six enfants âgée de 32 ans, ne jure que par les mouches à miel. "Je souffre d'arthrite depuis cinq ans. Je ne pouvais plus monter les escalier, mais après cinq mois de traitement, je les monte six fois par jour", témoigne-t-elle.

Dans un coin de la clinique, Mohammed Baroud, un petit garçon sourd de 10 ans, brave la douleur de la piqûre. "Je suis habitué, je n'ai pas peur", assure-t-il. Il dit que son ouïe s'améliore de semaine en semaine et qu'il n'aura bientôt plus besoin d'appareil auditif pour entendre.

AFP

02-12

<http://www.france24.com:80/fr/20091125-piq-res-dabeilles-soulager-maux-gaza>

2 Annexe

2-1 Chaïmaa Abdel-Hamid : Différents Murs, différentes raisons...

Le mur Etats-Unis - Mexique

Si la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique mesure 3 169 km de long et borde quatre Etats américains (Texas, Nouveau-Mexique, Arizona et Californie), le mur court sur un peu plus de 1 130 km et haut de 4,50 mètres. George W. Bush a fait adopter officiellement la loi du Fence Act, destinée à renforcer la surveillance de la frontière américano-mexicaine et à lutter contre l'immigration clandestine. Certes, depuis trois ans, la barrière a permis de ralentir le trafic, mais sans parvenir à lui donner un coup d'arrêt. Ce mur, constitué de barres d'acier espacées de 20 cm, est doté d'une troisième barrière équipée de caméras, de senseurs terrestres, d'avions sans pilote et des dernières technologies en matière de surveillance. Les immigrés continuent de franchir la frontière pour atteindre le rêve américain. Et sont confrontés à différents obstacles. Mais tous n'arrivent pas à destination, certains se perdant dans le désert ou se noyant dans le Rio Grande, s'ils n'ont pas été fusillés avant par les gardes-frontières ou arrêtés par les Minute Men, cette milice privée qui lutte âprement contre l'immigration clandestine. 378 morts ont été recensés en 2009.

Le mur de Chypre

Une capitale divisée en deux. La situation est aujourd'hui inédite dans le monde, mais réelle. Du moins pour les milliers d'habitants de l'île de Chypre, dont le pays est scindé en deux depuis 1974. Au nord de la « ligne verte » la République Chypriote Turque du Nord (RCTN), reconnue uniquement par la Turquie, et au sud la République de Chypre, membre de l'Union européenne et peuplée en majorité de Chypriotes grecs. Longue de 180 km, la « ligne verte » est un enchevêtrement de barbelés, de vieux bidons et d'immeubles délabrés. Une zone démilitarisée surveillée par l'Onu où des soldats grecs et turcs se font face. Depuis 2003, plusieurs points de passage ont été créés et 10 000 personnes passent dorénavant chaque jour cette « frontière » pour aller travailler.

Le mur de Ceuta Un grillage de 3,5 m de haut et 9 km de long, 21 miradors, des patrouilles régulières de la garde civile, des détecteurs de présence : telle est la porte d'entrée de l'Union européenne pour des milliers d'Africains, un mur, symbole du fossé entre l'Europe et ses voisins pauvres du Sud. Egalement surnommée la « Valla », la barrière de Ceuta, une enclave ibérique de 20 km située à la pointe nord-ouest du Maroc, empêche les milliers de candidats au départ d'atteindre l'eldorado européen.

Le mur entre les deux Corées

La DMZ, la « zone démilitarisée » qui sépare les deux Corées depuis l'armistice de 1953 est, en réalité, l'un des endroits où se concentre la plus grande quantité d'armement au monde. Longue de 240 kilomètres sur 4 de large, hérissée de barbelés, truffée de mines et surveillée jour et nuit de part et d'autre par des milliers d'hommes, la frontière située le long du 38e parallèle est aussi un site touristique très fréquenté.

Mais pour de nombreux Coréens, la DMZ reste une blessure au cœur de la péninsule. Un no man's land le long duquel sont déployés plus d'un million de militaires. Environ dix millions d'individus appartiennent à des familles séparées par la frontière, empêchées depuis plus de cinquante ans de communiquer entre elles.

Chaïmaa Abdel-Hamid

[Al-Ahram/hebdo](#) - numéro 793 (Dossier)

Mercredi 18 Novembre 2009

Khaled Al-Asmaï/Chaïmaa Abdel-Hamid

http://www.alterinfo.net/J-attends-le-jour-ou-je-detruirai-ce-mur-de-ma-pioche-Differentes-barrieres,-differentes-raisons_a39412.html

2-2 Khaled Amayreh : Histoire d'une icône de la Résistance : Sheikh Ezzedin Al-Qassam.

Ce mois de novembre 2009, les Arabes et les Palestiniens commémorent le 74ème anniversaire de la mort de Sheikh Ezzedin Al-Qassam.

Cet article met en lumière la vie et l'histoire d'une des principales icônes des mouvements de résistance et de libération en Palestine et dans le monde arabe.

Bien que près de trois quarts de siècle se soient écoulés depuis sa mort, le souvenir du Sheikh Ezzedin Al-Qassam vit toujours dans la conscience collective de nombreux musulmans, en particulier dans le monde arabe.

Khaled Amayreh

Largement considéré comme une icône de la résistance inspirée de l'islam contre l'oppression, la tyrannie politique et l'occupation étrangère, le Sheikh continue d'être une source d'inspiration pour des milliers de jeunes musulmans qui ont décidé de suivre son chemin.

Ce n'est donc pas une coïncidence si la branche militaire du mouvement palestinien de libération Hamas, les Brigades Ezzedin Al-Qassam, porte son nom.

Contrairement à beaucoup d'« ulémas » (savants musulmans) de son époque, Sheikh Al-Qassam a réussi à conjuguer de façon remarquable l'instruction religieuse à la conscience politique et à la résistance armée contre les forces françaises d'occupation en Syrie dans les années 1920, et ensuite contre l'armée du Mandat britannique en Palestine au début des années 1930.

Dans ses nombreux sermons, tant en Syrie qu'en Palestine, le Sheikh a enseigné que si les Musulmans ne s'aidaient pas eux-mêmes, personne ne le ferait, et que les Musulmans devaient se prendre en charge de toutes les manières possibles.

Liberté et indépendance

Il a également professé qu'une véritable unité ne pouvait se réaliser que sous la bannière de l'Islam. « *Sans l'Islam,* » disait-il, « *nous ne sommes que des tribus sans lien, chacune préoccupée par ses propres considérations étroites.* »

Le Sheikh a totalement rejeté le concept de nationalisme territorial, disant que le nationalisme n'était qu'un degré avancé du tribalisme alors que l'Islam unifie les Musulmans sous la bannière du message sublime et universel de fraternité sous la souveraineté de Dieu.

On a souvent cité ces paroles du Sheikh, « *Partout où le nom d'Allah est invoqué, là est mon pays.* »

Les biographes divergent sur la date exacte de sa naissance. Cependant, il est largement admis qu'il est né vers 1880 dans le petit village de Jableh, près de Latakieh, le long de la côte syrienne.

Très tôt, le jeune Ezzedin a rejoint l'école religieuse du village, apprenant les rudiments de la langue arabe ainsi que le Coran et les Hadiths (la tradition du Prophète Mohammed, que la paix soit sur lui). Quelques années plus tard, vers 15 ou 16 ans, il est allé au Caire pour étudier les disciplines de la Shari'a à l'Université Al-Azhar.

Il est resté en Egypte pendant neuf ans qu'il a mis à profit pour élargir ses horizons et se familiariser avec la situation contemporaine du monde musulman. A 25 ans, il est revenu en Syrie où il a commencé à enseigner et à prêcher dans les mosquées locales.

Cependant, contrairement à beaucoup de ses « ulémas » contemporains, l'attention du Sheikh ne s'est pas cantonnée à l'enseignement de la Shari'a et à la lutte contre l'analphabétisme. Il a également préparé la Umma à résister et à repousser les assauts des invasions et occupations occidentales, auxquelles aucun pays arabe au Moyen-Orient et en Afrique du Sud n'avait pu échapper.

Au début des années 1920, lorsque les armées italiennes occupèrent la Libye, le Sheikh incita la population à se soulever contre le colonialisme occidental.

La lutte contre l'occupation

Il a même mené des protestations contre les Italiens, exhortant la population à donner de l'argent pour les Mujahedeen libyens.

Selon un témoignage, le Sheikh a vendu sa propre maison, dans son village natal de Jableh, pour acheter des armes pour soutenir la résistance libyenne sous le commandement de Sheikh Omar Al-Mukhtar.

Lorsque la population syrienne a commencé à s'insurger contre l'occupation française, Sheikh Al-Qassam fut aux avant-postes de la révolution, provoquant la colère des autorités d'occupation. Au début, les Français ont tenté auprès de lui la stratégie de « la carotte », mais il a rejeté avec un mépris les sollicitations françaises ainsi que toute forme de coopération avec les gouvernements colonialistes.

Face à son attitude intransigeante, les forces françaises ont tenté de l'assassiner. Cependant, après des mois de clandestinité et de lutte, le Sheikh apprit que les Français étaient près de s'emparer de lui. Il a décidé de partir à Damas, où il a pris part à la célèbre bataille de « Maysaloun », où les forces syriennes en petit nombre et peu armées ont essayé, en vain, de repousser les envahisseurs français.

En Palestine

Tandis que les Français traquaient le Sheikh et d'autres leaders du soulèvement syrien, Ezzedin Al-Qassam a décidé de se déplacer vers le sud, à Haifa, en Palestine, en 1922.

En Palestine, il a rapidement gagné les cœurs des gens ordinaires et il est devenu l'imam et le prédicateur de la Mosquée Al-Istiklal de la ville. Dans ses sermons, le Sheikh a enseigné aux Musulmans qu'ils devaient repousser et résister activement aux envahisseurs étrangers, comme les Français en Syrie et les Britanniques en Palestine, disant que chaque Musulman qui tombait en combattant les envahisseurs serait un martyr vivant en compagnie des prophètes et des saints.

En plus de son rôle de promotion de l'apprentissage religieux et de la prise de conscience musulmane, le Sheikh a voyagé dans toute la Palestine, exhortant les populations à se préparer pour le *Jihad* (le combat sacré) contre les autorités du Mandat britannique, qui autorisaient un grand nombre d'immigrants juifs à s'installer en Palestine pour mettre en œuvre la tristement célèbre Déclaration Balfour.

Le Sheikh était un fervent partisan de l'autonomisation des Musulmans.

En 1929, la rumeur a couru que des immigrants juifs avaient planifié l'incendie de la Mosquée Al-Istiklal à Haifa.

Certains de ses partisans ont suggéré de prendre contact avec les autorités britanniques pour déjouer le plan juif.

Le Sheikh a refusé catégoriquement cette suggestion, disant que les Musulmans devaient défendre leurs mosquées de leur propre sang. Une mosquée qui est protégée par l'ennemi ne vaut pas la peine d'être maintenue, disait-il.

Il a également exhorté la population de Palestine à aller jusqu'à vendre les bijoux de leurs épouses pour acheter des armes et défendre leur terre, leur honneur et leur dignité.

Un jour qu'il prêchait, il a montré une arme à feu qu'il cachait sous sa robe, disant à l'auditoire : « *Celui parmi vous qui croit vraiment en Dieu et au Jour du Jugement devrait en posséder une comme celle-ci.* »

Le Sheikh n'appréciait pas un excès de décoration des mosquées, disant que l'argent devait servir à se procurer des armes pour combattre les envahisseurs.

Il savait que les sionistes envisageaient de s'emparer de la Palestine et d'anéantir ou d'expulser son peuple. Sa prophétie s'est avérée très juste.

Al-Qassam fut un grand tacticien lorsqu'il a préparé la longue lutte contre les autorités du mandat britannique, une lutte qui requérait, avait-il réalisé, des ressources immenses, l'unité nationale et la résilience. « *Si nous ne nous aidons pas nous-mêmes, personne ne le fera,* » ne cessait-il de dire aux combattants de la résistance.

En 1934-1935, les opérations de résistance ont commencé à remporter succès après succès, tandis que les opérations dirigées par le Sheikh se répandaient dans les régions de Tulkarem, Naplouse et Jenin. Les Mujahedeen ont traqué de nombreux officiers britanniques, attaqué les garnisons de l'armée britannique et liquidé les collaborateurs qui avaient donné des informations sur la résistance.

La mort d'Al-Qassam

Le succès de la résistance a suscité beaucoup d'enthousiasme parmi les gens ordinaires, incitant de nombreux jeunes gens à rejoindre les rangs des Mujahedeen. Comme l'on pouvait s'y attendre, cela a rendu furieuses les autorités britanniques, qui ont réagi en lançant une campagne de chasse aux sorcières contre lui.

Toutefois, au lieu de s'échapper ou de se cacher, le Sheikh a officiellement déclaré la révolution dans les bois de la ville de Ya'abud, près de Jenin.

Mais les forces britanniques l'ont rapidement localisé, ainsi que ses compagnons de lutte. De plus, des forces militaires considérables ont été dépêchées pour le prendre mort ou vif.

Le Sheikh a refusé de se rendre et une bataille féroce s'en est suivie, au cours de laquelle de nombreux soldats britanniques perdirent la vie.

Le 20 novembre, le corps du Sheikh et ceux de quelques-uns de ses compagnons furent découverts sur le champ de bataille.

Son martyr fut un choc dans toute la Palestine, et des dizaines de milliers de personnes participèrent à son cortège funèbre à Haifa.

Khaled Amayreh

27 Novembre Traduction : MR pour [ISM](#)

http://www.alterinfo.net/Histoire-d-une-icone-de-la-Resistance-Sheikh-Ezzedin-Al-Qassam_a39765.html

2-3 Aline de Diéguez : Le jardin des supplices de Gaza.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

" Ce qu'il y a de terrible quand on cherche la vérité, c'est qu'on la trouve."

Rémy de Gourmont

"Nul ne colonise innocemment. (...) Une nation qui colonise, une civilisation qui justifie la colonisation - donc la force - est déjà une civilisation malade, une civilisation moralement atteinte, qui, irrésistiblement, de conséquence en conséquence, de reniement en reniement, appelle son Hitler, je veux dire son châtiment."

Aimé Césaire

Les grands écrivains sont des prophètes. Ils voient l'avenir dans les signes du présent, car l'art est réalité et symbole confondus, mais il faut savoir lire les symboles.

J'ai donc mis mes pas dans les pas de **Franz Kafka** (voir [La métamorphose d'un être humain en vermine](#)), puis d'**Octave Mirbeau** et j'ai lu à livre ouvert l'histoire de la Palestine telle qu'ils l'avaient vue et racontée depuis des dizaines d'années.

Tout avait été dit : la politique d'Israël a été décrite par le menu depuis des lustres. Des voix nombreuses nous avaient prévenus. Meurtres, génocide, crimes de guerre, tout peut recommencer . "*C'est arrivé et tout cela peut arriver à nouveau*" avait averti **Primo Levi** dans *Les naufragés et les rescapés* .

Il avait raison, c'est arrivé de nouveau.*

Pendant que les Laval et les Pétain palestiniens se vautrent sur de moelleux divans en compagnie des assassins de leur peuple et incitent ces derniers à une manière de "**solution finale**" censée dégoûter les Gazaouis de soutenir les dirigeants qu'ils ont démocratiquement élus, les bourreaux israéliens ont de nouveau gratifié l'univers du spectacle d'une de ces tueries dont ils ont le secret. S'étant spécialisés dans les massacres de populations civiles et les dévastations d'infrastructures, d'hôpitaux et d'écoles et ayant démontré leur savoir-faire en 2002 à Jénine, puis en 2006 au Liban, le monde entier a pu constater au cours de la dernière bacchanale sanglante à laquelle ils se sont livrés durant l'hiver 2008-2009 à Gaza, à quel point ils viennent d'améliorer leurs performances

Mais la brutalité n'est pas leur seul registre. S'il existait un festival de Cannes destiné à récompenser le tourmenteur le plus vicieux et le plus imaginaire, il est assuré que l'Etat d'Israël remporterait haut la main la palme

d'or du scénario, ainsi que celle de la mise en scène. Ces deux trophées salueraient les inventions les plus cruelles et les plus agressives, certes, mais aussi les plus imprévues, les plus dérisoires, les plus hypocrites et les plus perverses de cet Etat, qui toutes convergent vers un seul but: désécuriser, déstabiliser et créer une atmosphère d'angoisse et de précarité destinées à affoler en permanence les victimes et donc à les fragiliser psychiquement, avant de tenter de les éliminer physiquement. Pour le bourreau, ce préliminaire correspond à la phase dite d'"*attendrissement de la viande*".

La capacité de résilience, l'énergie et l'intelligence du peuple palestinien sont si étonnantes qu'en même temps qu'elles soulèvent l'admiration de tous les hommes normaux et dotés de la capacité innée d'empathie envers son semblable souffrant, elles font enrager l'occupant qui, visiblement, ne sait plus à quelle exaction se livrer et auprès de quel démon renouveler son inspiration. La corruption à grande échelle des dirigeants, en vertu de l'adage populaire bien connu, "*Le poisson pourrit toujours par la tête*", est l'une de ses dernières trouvailles. Sur les pas d'Octave Mirbeau dans le *Jardin des supplices* de Gaza...

Le sol était jonché de corps déchiquetés, de têtes arrachées, de bras et de jambes orphelins de leur tronc. Des blessés gémissaient, des fantômes de femmes, des ombres d'hommes, hurlaient leur douleur. Je compris en un éclair que je venais de pénétrer dans le jardin des supplices de Gaza.

Partout ruines, destructions, sang et meurtres... meurtres... meurtres.

Je me souvins de la dédicace de mon guide à son ouvrage sur les tortures et les tortionnaires de l'histoire: "*Aux Prêtres, aux Soldats, aux Juges, aux Hommes, qui éduquent, dirigent, gouvernent les Hommes, je dédie ces pages de Meurtre et de Sang*". Octave Mirbeau avait prévu l'enfer de Gaza.

Larguant sciemment bombes incendiaires ou à fragmentation, obus au phosphore blanc et à l'uranium appauvri, missiles meurtriers et bombes à fléchettes sur des milliers de maisons, le parlement, le ministère de la Justice, le ministère de l'Intérieur, les tribunaux, la prison, l'unique moulin à farine, le principal élevage de volailles, l'équipement de traitement des eaux usées, les citernes, les puits, les écoles, les réserves de nourriture, la centrale électrique, les assassins ont amplement prouvé que "**le meurtre est bien la plus grande préoccupation humaine**".

C'est pourquoi, "**l'universelle barbarie**" dans laquelle nous sommes plongés permet de massacrer le plus de monde possible en le moins de temps possible. Tels sont les fondements sur lesquels les cités et les nations concentrent leur politique.

Ainsi, les deux Etats les plus belliqueux de la terre - les Etats-Unis et Israël - possèdent à eux seuls un arsenal suffisant pour faire exploser plusieurs fois la planète tout entière: "Avec notre état d'universelle barbarie [...] nous vivons sous la loi de la guerre ... Or en quoi consiste la guerre ? ... Elle consiste à massacrer le plus d'hommes que l'on peut, en le moins de temps possible ... Pour la rendre de plus en plus meurtrière et expéditive il s'agit de trouver des engins de destruction de plus en plus formidables ... et c'est aussi le progrès moderne ...", écrivait Octave Mirbeau, l'un des plus virulents écrivains anti-colonialistes de la fin du XIXe siècle, dans un ouvrage d'un humour grinçant et dérangeant, "*plus noir que le noir*", pour paraphraser Jonathan Littell, et intitulé **Le jardin des supplices**. Il y décrivait minutieusement les tortures inventées par un bourreau particulièrement inspiré dans le bagne de Canton. Il s'agissait de symboliser et de stigmatiser d'une manière "*swiftienne*" les méfaits et les horreurs des Etats colonialistes. Méfaits et horreurs que le dernier Etat ouvertement colonialiste de la planète continue de pratiquer avec une impudence qu'il n'est pas exagéré de qualifier de "*chuzpah politique et morale*". Il est 11h30, les enfants sortent de l'école. A cet instant, l'artillerie se déchaîne. Cinquante avions de combat lâchent leurs bombes alors que plus de cinq cents enfants terrorisés et en pleurs grouillent encore dans les rues et que des parents désespérés arrivent en courant. Une promotion entière de plus de deux cents jeunes policiers en train de prêter leur serment d'entrée en fonction est exterminée en un éclair. Les morgues débordent. Trois jeunes enfants d'une même famille gisent entassés l'un sur l'autre. Des bombes partout, de la fumée, de la poussière, du sang, des cris, des pleurs. La peur, la rage, nul refuge, nul secours. Gaza tout entière transformée en un gigantesque jardin des supplices.

Les stocks de l'aide humanitaire brûlés au phosphore blanc. Même les morts sont bombardés et les cimetières ravagés par l'artillerie. Puanteur des cadavres en décomposition exhumés de leurs tombes. Exhalaisons de sang et de mort. Lambeaux de chairs, fragments de membres éparpillés. Les victimes tuées une deuxième fois. Odeur de mort du jardin des supplices de Gaza.

Les bâtiments abritant les médias, pulvérisés. Terroriser les journalistes et les prendre sciemment pour cibles afin de priver les victimes de nouvelles et de conseils et surtout, priver le monde de témoins. La censure perverse dans le jardin des supplices de Gaza.

Massacres de civils fuyant les zones de combat et agitant des drapeaux blancs, civils carbonisés au hasard par le phosphore blanc déversé sur des zones peuplées, fours crématoires portatifs et intentions génocidaires, nul besoin de zyklon, on n'arrête pas le progrès, bombes à l'uranium appauvri larguées sur des écoles, la mort inhalée durant des jours et des jours, utilisation de civils et même d'enfants comme boucliers humains. D'autres enfants foudroyés d'une balle en plein front par d'habiles snipers et visés comme des lapins mécaniques dans une fête foraine. "**C'est cool de tuer**"! Bonheur de devenir une bête. Soldats visant délibérément des civils désarmés à partir des tanks; des enfants, des nourrissons le front troué d'une balle, tous rebaptisés "**terroristes**". Ravager les maisons désertées par leurs occupants, voler ce qui peut l'être, détruire les meubles, souiller, déféquer et uriner partout, tel fut l'incroyable cruauté ainsi que l'in vraisemblable manque de dignité de l'armée des assassins, tueuse méticuleuse dans le jardin des supplices de Gaza.

Les habitants de Gaza traités comme des animaux et leurs maisons transformées en bauges, pillées et vandalisées lorsqu'elles n'étaient pas rasées, ainsi s'est comportée "*l'armée la plus morale du monde*" dans le jardin des supplices de Gaza.

Les pauvres animaux du zoo ne sont pas épargnés par les bombes et la folie meurtrière qui s'est abattue sur le camp de concentration hermétiquement clos et livré à une rage destructrice. Les écoles, les hôpitaux, les ambulances sont attaqués et incendiés, les blessés agonisent en se vidant de leur sang. Les oliveraies déracinées dressent vers le ciel leurs racines désespérées, les serres réduites en miettes afin de survivre à la famine. Le terrain labouré en profondeur au bulldozer pour que rien ne repousse. Le désert et la désolation. L'horreur et la dévastation dans le jardin des supplices de Gaza.

Et les assassins l'avouent : "Tu ne vois pas les Palestiniens comme des être humains, tu les vois comme des animaux. Tu entres dans leur maison, la nuit, tu les réveilles, les femmes d'un côté, les hommes de l'autre, et tu casses tout. C'est le genre de choses que tu ne ferais pas ici, en Israël, mais tu le fais chez eux. Et, pour ce faire, tu refuses la réalité. C'est la seule manière. Tu crées entre toi et la réalité un mur de silence". Tel est le témoignage révélateur de l'un des participants de la si glorieuse équipée de Tsahal dans la souricière de Gaza. Des supplices d'un raffinement cruel décrits par Octave Mirbeau, que le bourreau fait subir aux détenus du bagne de Canton, aux supplices collectifs et au déchaînement de barbarie mécanisée d'une brutalité inouïe infligés à toute une population piégée comme des rats et harcelée par terre, par mer et par les airs, on retrouve encore et toujours le même instinct de meurtre. S'y ajoute le sentiment jouissif de puissance et la jubilation de pouvoir infliger impunément une souffrance illimitée et gratuite : "Tu les fais avancer, reculer. Tu les rends fous. Tu as dix-huit ans et tu te sens puissant", ainsi s'exprime l'un des jeunes bourreaux repentants.*

Et depuis lors, le camp de concentration de Gaza demeure toujours aussi hermétiquement bouclé, l'occupant interdisant l'entrée des outils et de tout matériau qui permettraient de reconstruire ou de réparer les infrastructures détruites. Mais la liste des interdictions ne se limite pas aux matériaux de construction. Et c'est là où l'imagination sadique du bourreau donne toute sa mesure et rappelle celle du bourreau chinois d'Octave Mirbeau.

Ne pouvant déceintement, comme dans le bagne de Canton, se livrer aux supplices, horribles, certes, mais, somme toutes, artisanaux, de la cloche, de la caresse, ou le fameux supplice du rat qui obsédait un des patients de Freud, ou se spécialiser dans le maniement de la scie, de la tenaille ou du scalpel, le bourreau israélien s'est spécialisé dans des harcèlements physiques et moraux permanents et massifs. Il compte sur les ravages engendrés par la durée de la souffrance. Il espère assister au spectacle jubilatoire de voir les victimes s'entre-dévorer, se retourner contre leurs dirigeants et ramper devant lui, enfin domptées.

En effet, une véritable liste à la Prévert des privations cerne et harcèle les suppliciés dans tous les aspects de leur vie quotidienne.

Ainsi, aujourd'hui encore, sont interdits d'entrée dans le bagne de Gaza : les crayons pour les écoliers, les cahiers et les livres, tous les instruments de musique et les partitions, les bougies et les allumettes, tout matériel électrique - câbles, fils, prises, boîtes de dérivation, ampoules, le verre plat, pour fermer avant l'arrivée de l'hiver les milliers de fenêtres dont les vitres ont volé en éclats.

Sont également interdits d'entrée dans la prison de Gaza les vêtements, les tissus, le fil à coudre, les aiguilles, les chaussures, les matelas, les draps, les couvertures, les couettes, toute la vaisselle - assiettes, tasses, casseroles, couteaux, fourchettes, cuillères- tout produit d'entretien et de lavage - une dérogation partielle vient d'être accordée sur certains produits d'hygiène corporelle, mais le papier hygiénique sous tous ses conditionnements continue d'être considéré comme un produit dangereux. Des Gazaouis ingénieux sont sûrement susceptibles d'accrocher des missiles à des avions en papier hygiénique et de pilonner Sderot!

Sont interdits d'entrée tous les jouets, ainsi que les poupées.

Est évidemment interdite toute importation de réfrigérateurs, de machines à laver et de tout autre appareil électroménager, matériel de toutes manières inutilisable, puisque l'occupant coupe, selon son bon plaisir, le peu d'électricité qu'il laisse fonctionner après avoir détruit la seule centrale électrique du ghetto et empêché sa réparation. De plus, il vole la majeure partie de l'eau des nappes phréatiques et ne laisse aux bagnards de Gaza qu'un mince filet à peine suffisant pour remplir des jerricans.

Est interdite l'importation de véhicules de toute nature - voitures particulières, camions, ambulances et même fauteuils roulants pour les innombrables blessés et infirmes que "*l'armée la plus morale du monde*" a laissés sur le carreau.

Sont interdits d'entrée tous les animaux - vaches, ânes, chèvres, volailles, etc., et le remplacement des quelques pauvres animaux du zoo de Gaza - impitoyablement abattus, eux-aussi, pendant le carnage ou morts de faim - est impossible. On n'insistera jamais assez sur les capacités militaires des vaches ou des poules.

Aux dernières nouvelles, l'Organisation Mondiale de la Santé informe le monde que les bourreaux moraux de la "*seule démocratie du Moyen-Orient*" viennent d'interdire, pour la quatrième fois, l'entrée des appareils et des accessoires médicaux indispensables au fonctionnement des hôpitaux et, pour faire bonne mesure, les gentils "*démocrates*" préposés au contrôle des marchandises ont pris soin de ravager les appareils et de les rendre inutilisables par ces sous-hommes de Palestiniens - ces "*animaux à visage humain*", comme les désigne le Talmud - avant de les retourner à l'envoyeur. Et c'est ainsi que Jahvé est grand. Alleluia!

La seule interdiction que la fameuse "*communauté internationale*" a réussi à lever est celle des coquillettes et des nouilles... dont le danger qu'elles représentaient pour la sécurité de l'occupant n'est plus à démontrer; mais sont toujours interdits d'entrée dans le ghetto de Gaza le thé, le café, toutes les semoules, le lait en grands conditionnements, toutes les pâtisseries et gâteaux secs, le chocolat, les graines de sésame et les semences, toutes matières qui risquent d'être utilisées par les inventifs démons gazaouis dans la fabrication des roquettes

meurtrières qui "terroriseraient" les pauvres habitants de Sdérot. Les Gazaouis réussissent à construire des maisons avec de la boue, alors, pourquoi ne mettraient-ils pas au point des bombes à la semoule! *

La "**loi du meurtre**" et "**l'école de l'assassinat**" illustrées à Gaza par l'Etat qui se proclame une "*lumière pour les nations*", ne constituent pas une explosion irrationnelle, comme pourraient le laisser croire les interdits sadiques énumérés ci-dessus. De même que celui du bain de Canton, le bourreau bureaucratique israélien est un véritable artiste qui traite la souffrance comme un des beaux-arts. Un an après la fin du déchaînement génocidaire contre la population civile, les privations continuent d'être mises en œuvre au nez et à la barbe des démocraties "*morales*", avec la rigueur et la méticulosité propres à toutes les administrations dictatoriales. Elles témoignent de la mise en œuvre d'un plan particulièrement raffiné, mûrement conçu dans le but de faire souffrir les victimes au maximum tout en essayant de préserver - grâce à une machine de propagande bien huilée et fonctionnant sur toute la planète - un statut de victime éternelle. En réalité il s'agit de rien de moins que d'une application quasi littérale des recommandations biblico-talmudistes acceptées et approuvées par plus de 85% de la population de la nouvelle colonie de peuplement, fondée sur des critères raciaux et implantée sur la terre palestinienne.

Voici quelques citations, parmi des dizaines d'autres, issues, non pas même du **Talmud** - dont certains passages traduisent un autisme pathologique et un racisme si ingénu et si arrogant que son excès même en devient comique et ne mériterait qu'un haussement d'épaules méprisant ... s'il n'était mis en pratique, ouvertement par les fameux IDF (*Israël Defense Forces*) et insidieusement par tous les règlements administratifs de l'Etat colonial. Les recommandations de haine, de destruction, de vol et de meurtres figurent dans les textes bibliques majeurs et sont prônés par de nombreux rabbins dans l'armée. C'est pourquoi ce sont les recommandations bibliques qui sont appliquées au pied de la lettre et le cœur léger par la soldatesque - en dépit de l'existence d'un code officiel flatteur, uniquement destiné à leurrer l'étranger candide sur la nature d'un Etat qui se proclame une "*démocratie occidentale*". Mais il se comporte en réalité avec la brutalité et l'arbitraire propres à toutes les dictatures militaires envers ceux qui ne peuvent exciper de leur "*pureté religieuse et raciale*", les deux éléments étant indissolublement liés dans cette religion. En effet les recommandations officielles de "*l'armée la plus morale du monde*"... sur le papier ... sont superbement ignorées non seulement par la base, mais par toute la haute hiérarchie militaire.

"*Lorsque Jahvé, ton dieu, t'aura amené dans le pays où tu vas entrer pour en prendre possession et qu'il aura délogé devant toi de nombreuses nations (...) alors, Jahvé ton dieu les aura livrées à ta merci et que tu les livreras à l'anathème (à la destruction) . Tu ne concluras pas d'alliance avec elles, tu n'en auras point pitié ! "* (Deutéronome 7:1-2)

"*Des villes de ces peuples que Jahvé, ton Dieu, te donne en héritage, tu ne laisseras rien vivre de ce qui a soufflé de vie. Détruisez-les jusqu'au dernier... comme Jahvé, ton Dieu, vous l'a ordonné...* " (**Deutéronome 20.16**)

"*Vous poursuivrez vos ennemis, et ils tomberont devant vous sous votre glaive. Cinq des vôtres en poursuivront cent des leurs, cent d'entre vous en poursuivront dix mille, et vos ennemis tomberont devant vous par le glaive. "* (**Lévitique, 26, 7-9**)

"*Ce jour est au Seigneur Jahvé des armées, jour de vengeance, où il se venge de ses adversaires. Le glaive dévore et se rassasie. Il s'abreuve de leur sang."* (**Jérémie 46.10**) (trad. Osty)

Deir Yassine Haïfa, Jaffa, Acre, Oum Al Fahem et AL-Ramla, Al-Daouayma, Abou Shousha, Qazaza, Jaffa à plusieurs reprises, Tannoura, Tireh, Kfar Husseinia, Haïfa encore et encore, Sarafand, Kolonia, Saris, Biddu, Lod, Bayt Surik, Sasa, Balad al-Cheikh, hier Jenine , Gaza hier et aujourd'hui ont expérimenté dans leur chair la mise en pratique des directives vétéro-testamentaires en usage dans l'armée.

Déjà, une première fois, il y deux millénaires environ, une tribu de nomades en voie de sédentarisation rationalisait ses meurtres et ses rapines en les attribuant à la volonté et aux directives de son dieu personnel - un dieu qui aurait eu la *chuzpah* de priver le peuple autochtone de sa terre et de propulser ses chouchous, se qualifiant d'"élus", sur un territoire qu'ils trouvaient à leur goût. Pour la deuxième fois dans l'histoire, un groupe humain qui se réclame de la même divinité s'installe sans complexes dans des "**grandes et belles villes qu'il n'avait pas bâties**", habite avec bonne conscience , dans des "**maisons pleines de toutes sortes de biens qu'il n'avait pas remplies**" et utilise tranquillement des "**citernes creusées qu'il n'avait pas creusées**". Sans le moindre regard pour la population expropriée et volée, il jouit des récoltes de "**vignes et d'oliviers qu'il n'avait pas plantés**". (**Deutéronome, 6,10**, trad. Osty) "*Cette terre est à nous, c'est notre Dieu qui nous l'a donnée*", hurlent à tue-tête des colons déchaînés, la kalachnikov à portée de main.

Les scribes du VI e siècle ont eu non seulement la candeur d'avouer les spoliations de la population autochtone auxquelles a procédé cette tribu lors de la première invasion, mais de s'en faire un titre de gloire. Or, pas plus à cette époque qu'aujourd'hui, ce territoire n'était "*vide*" et en attente d'envahisseurs. Un minimum de connaissances historiques permet de balayer les prétentions des hagiographes de cette religion qui rêvent de transformer leurs propres écrits mythologico-théologiques en registres cadastraux ou en actes notariaux.

Les légendes et les récits mythiques datant d'un millénaire pour certains, transmis oralement puis collationnés et mis en forme par des scribes à partir du VIe siècle avant notre ère dans une perspective d'auto-justification politique, puis triturés, ruminés et délayés par des rabbins autoritaires dans les plaines de Russie ou d'Ukraine à partir du Xème siècle - date de la conversion au judaïsme de groupes de populations d'Europe orientale ou de territoires asiatiques - ces récits légendaires, dis-je, ainsi que la glose talmudique qui en découle, nourrissent le terreau sur lequel a prospéré l'arrière-monde psycho-religieux des nombreux immigrants originaires d'Europe de l'Est et de Russie. Ce sont eux qui composent la strate dominante du mille feuilles de la colonie de peuplement en passe de conquérir la Palestine tout entière. Ainsi, sur les quinze premiers ministres de l'actuel Etat Israël, treize sont issus d'Ukraine, de Pologne, de Russie, de Lituanie, de Biélorussie, de Moldavie et seuls deux sont nés en

dans la Palestine sous mandat anglais, sans précision sur la provenance des parents, mais ceux-ci étaient probablement natifs des mêmes régions d'Europe orientale.

Il en résulte des cerveaux bunkerisés par un mélange d'arrogance - liée à une auto-proclamée "élection" divine - et de victimisation professionnelle brandie comme un bouclier à chaque critique de leurs exactions. L'idéologie biblico-victimaire des dirigeants de cet Etat et d'une grande majorité de la population les rend incapables de communiquer avec leurs voisins autrement que par la violence, le mépris et la domination. C'est pourquoi seule une anthropologie critique permet d'ouvrir l'interprétation de la politique des nations à la psychophysiologie des peuples qui les composent. (Voir les nombreuses analyses de **théopolitique** de [Manuel de Diéguez](#) sur ce thème)

Primo Lévi semble avoir perdu confiance dans un possible sursaut moral de l'Etat d'Israël. Et pourtant "**j'étais un homme**", écrivait pudiquement, mais avec un chagrin si insurmontable qu'il l'a conduit au suicide, un rescapé de l'avant-dernier jardin des supplices.

Que dirait aujourd'hui Primo Levi aux suppliciés de Tsaïhal à Gaza traités comme on n'ose plus traiter les animaux? Peut-être leur lirait-il le **Discours sur le colonialisme** de notre grand poète martiniquais, Aimé Césaire : "Nul ne colonise innocemment. (...) Une nation qui colonise, une civilisation qui justifie la colonisation - donc la force - est déjà une civilisation malade, une civilisation moralement atteinte, qui, irrésistiblement, de conséquence en conséquence, de reniement en reniement, appelle son Hitler, je veux dire son châtement."

Aline de Diéguez

Publié le 12 novembre 2009 avec l'aimable autorisation de Aline de Diéguez

Source : Aline de Diéguez

<http://pagesperso-orange.fr/aline.dediequez/...>

http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Aline_de-Dieguez.111109.htm

2-4 Julien Salingue : Les dynamiques économiques palestiniennes (1967-2009)

Intégration inégale, de-développement et économie-casino

NB : L'article qui suit est une version écrite d'une communication effectuée lors d'un récent colloque à Dijon (Quel Etat palestinien ? Histoires, réalités, perspectives, 19-20 novembre 2009). Les actes de ce colloque devraient donner lieu à publication l'an prochain. Le texte que je mets en ligne doit donc être considéré comme un "work in progress", dont une version définitive et actualisée sera publiée en 2010.

Parler des dynamiques économiques dans les territoires palestiniens est un véritable défi, puisque l'on est immédiatement confronté à une difficulté, qui n'est pas que sémantique, si l'on tente de donner un sens au mot « économie palestinienne ». Pour le dire avec une formule provocatrice : dans quelle mesure peut-on parler d'une « économie palestinienne » ?

Si l'on entend l'économie palestinienne comme l'activité économique des territoires palestiniens (production, consommation, échange et commerce de biens et de services), il sera difficile de remettre en question son existence. Si l'on entend économie palestinienne comme système économique palestinien et/ou comme activité n'existant pas seulement en soi mais pour soi, les choses sont moins évidentes.

S'interroger sur l'état de l'économie palestinienne n'est pas s'interroger sur une économie « classique ». Les Palestiniens, société dispersée et déstructurée en 1947-1948, vivent sous occupation militaire depuis plus de 60 ans. Penser l'état de l'économie palestinienne, c'est penser l'occupation israélienne et ses répercussions économiques, c'est penser les ruptures et les continuités au sein du processus d'Oslo et, enfin, mettre en perspective la situation et les dynamiques actuelles en interrogeant la « stratégie économique palestinienne ». Je m'appuie ici principalement sur les travaux d'Adel Samara, de Sarah Roy, de Leïla Farsakh, de Graham Usher, de George Abed et de Fadle Naqib. Les chiffres que je donne sont issus des rapports du Bureau Central Palestinien des Statistiques, (PCBS) de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International.

1) Une économie (dé-)structurée par l'occupation militaire

a) L'intégration inégale

Après la guerre des 6 jours (juin 1967) et la prise de contrôle de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza, Israël gouverne les territoires palestiniens occupés au moyen d'ordres militaires. Il est significatif de noter que plus de 50% des ordres militaires émis dans la période 1967-1993 sont en relation directe avec les questions économiques.

Cette communication n'a évidemment pas pour objet d'entrer dans le détail de ces ordres, mais plutôt d'en dégager les tendances lourdes et leur implication quant aux évolutions de l'économie palestinienne durant la période 1967-Oslo.

La tendance générale est celle d'une intégration inégale de l'économie palestinienne à l'économie israélienne. « Intégration inégale » signifie ici qu'il n'y a pas eu de fusion entre les deux économies ou d'absorption de l'économie palestinienne par l'économie israélienne. C'est à un processus de prise de contrôle/reconfiguration que l'on assiste, dans un rapport de subordination de l'économie palestinienne à l'économie israélienne. C'est ainsi, par exemple, que par les ordres numéros 10, 11 et 12 Israël rend illégaux tous les accords préalablement existants quant aux importations et exportations vers et depuis les territoires palestiniens, contraignant non seulement les commerçants mais aussi les négociants en matières premières à importer des produits israéliens, ce qui a des répercussions au niveau de l'ensemble du secteur industriel, tout le monde

devenant dépendant des productions ou des autorisations israéliennes (entre 90 et 95% des importations selon les années).

Grâce à cette emprise indirecte sur les structures économiques palestiniennes, Israël va pouvoir accélérer la spécialisation de son industrie dans les domaines de pointe (électronique, informatique, technologies militaires), domaines tournés vers l'avenir et à forte valeur ajoutée, tout en « favorisant » le développement, dans les territoires occupés, de productions à faible valeur ajoutée et peu modernes.

On assiste ainsi, dans des domaines comme l'industrie textile ou la production de chaussures, à la mise en place de réseaux de sous-traitance dans les territoires palestiniens, des industriels israéliens y transférant leur production avant de la revendre sous l'étiquette « made in Israel ». Israël se prémunit en outre du développement d'une économie concurrentielle dans les territoires palestiniens, empêchant la mise en place d'une industrie moderne et réduisant considérablement la production agricole par les confiscations de terres. C'est ainsi qu'en 1990 la production industrielle représente à peine 8% du PNB palestinien (contre 25% en Jordanie) et que la taille moyenne d'une entreprise palestinienne est de 4 salariés (soit le même chiffre qu'en 1927).

Cette politique va contraindre des centaines de milliers de Palestiniens à rechercher du travail « ailleurs », tout d'abord dans les pays pétroliers puis en Israël même. Entre 1970 et 1990 la force de travail augmente de 64% tandis que les emplois à l'intérieur des territoires occupés n'augmentent que de 28%. Au début des années 90, près de la moitié de la main d'œuvre travaille à l'extérieur.

b) Le modèle du de-développement

De manière plus modélisée, 4 grandes tendances se dégagent, modèle que j'emprunte largement à l'économiste palestinien Adel Samara :

- Une économie totalement périphérisée, avec pour unique centre l'Etat d'Israël. Les villes palestiniennes sont dans une relation de dépendance économique directe avec Israël, et elles ne constituent même pas un « centre » pour les villages aux alentours, eux aussi dans un rapport de subordination directe.
- Une économie qui ne maîtrise pas ses priorités en terme d'investissement et de développement. Tout investissement et projet de développement étant soumis à l'approbation israélienne, il s'inscrit forcément dans le cadre de l'intégration inégale. La plupart des investissements s'effectueront donc logiquement dans le domaine de l'habitat, domaine qui ne peut guère bouleverser les « équilibres » économiques.
- Une économie dans laquelle les capitaux sont encouragés à fuir : en 1967 Israël ferme toutes les banques et les remplace progressivement par des banques commerciales israéliennes. Peu convaincus de confier leur argent à des banques israéliennes, les Palestiniens ont eu tendance à placer leur argent à l'étranger, ce qui a contribué à ralentir le développement économique, de même que l'absence de tout système de crédit.
- Enfin, une économie captive de l'économie israélienne, tant du point de vue des importations que des exportations : les producteurs et marchands se sont adaptés aux besoins de l'économie israélienne ; les exportateurs et les importateurs ont perdu la possibilité d'importer ou d'exporter directement depuis ou vers d'autres pays dans des conditions plus avantageuses.

Cette intégration inégale se concrétise dans un processus que Sarah Roy caractérise comme du « de-development », à distinguer du sous-développement, dans lequel les conditions de possibilité d'un développement économique, même subordonné, existent. Le de-development sape, structurellement, les bases mêmes de tout développement économique réel. L'augmentation de la production et du niveau de vie dans les territoires palestiniens, consécutive à l'occupation de 1967, ne s'est pas et ne pouvait, pour les raisons structurelles énoncées ci-dessus, se transformer qualitativement en développement économique global. Le de-development empêche l'émergence d'un système économique palestinien.

2) Les Accords d'Oslo et la poursuite du de-développement

a) La logique d'Oslo

Je n'aurai pas le temps d'entrer dans les détails des dispositions économiques des Accords d'Oslo et du Protocole économique de Paris, signé en 1994, qui organise les relations économiques et commerciales entre Israël et les Palestiniens dans le cadre du « processus de paix ». Il s'agira ici d'identifier les ruptures et les continuités entre la période pré-Oslo et la période qui s'ouvre en 1994, et dans laquelle nous sommes toujours aujourd'hui.

Le volet économique d'Oslo doit être pensé dans le cadre plus général des dimensions politiques du « processus de paix » et de sa logique d'ensemble :

- Création d'une administration indigène, aux attributs de souveraineté limités, dans les zones palestiniennes les plus densément peuplées, desquelles Israël s'engage à se retirer progressivement à mesure que la nouvelle Autorité Palestinienne (AP) fait la démonstration de sa capacité à y maintenir l'ordre.
- Fragmentation des territoires palestiniens en zones aux statuts juridiques divers, isolées les unes des autres par des barrages israéliens et par des routes réservées aux colons.
- Maintien « officiel » du contrôle israélien sur la grande majorité des territoires palestiniens occupés (95% en 1994, 82% en 2000), et sur les frontières avec la Jordanie et l'Egypte.
- Transfert à l'AP de l'ensemble des responsabilités qui échoient, selon le droit international, à toute puissance occupante dans les territoires qu'elle occupe : services sociaux, éducation, santé...
- Report, à des « négociations sur le statut final », des questions-clés : Jérusalem, les colonies, les réfugiés.

Etant donné notre sujet, on retiendra deux éléments essentiels : le maintien du contrôle israélien sur le territoire et les frontières, l'omniprésence et la centralité des questions sécuritaires. J'insiste sur ce point car on a souvent eu tendance à lire et analyser le Protocole de Paris de manière « séparée », en soulignant certaines de ses

dispositions apparemment favorables aux Palestiniens mais qui, la réalité l'a démontré, étaient elles aussi subordonnées aux volets sécuritaire et territorial de l'Accord « général ».

b) Les Accords économiques

De retour de Paris (avril 1994), l'unanimité entre Israël et les Palestiniens est flagrante : Shimon Pérès déclare « [que] les Palestiniens sont aujourd'hui d'accord avec Israël pour créer une économie de marché, une économie ouverte, sans frontières, avec une liberté totale de commerce et de circulation des biens entre les 2 parties ». Nabil Shaath parle de son côté « [d'] une paix totale avec Israël, avec des frontières totalement ouvertes (...), [qui va] créer avec Israël une communauté économique tournée vers l'ensemble du Moyen-Orient ».

Un « mariage », selon les termes de Shimon Pérès, qui s'avère, à l'examen, n'être rien d'autre que la poursuite de l'intégration inégale et du de-développement par d'autres moyens. Si certains termes des accords semblent permettre, en théorie, une émancipation de la tutelle israélienne et un développement économique palestinien (liberté d'importation sur une liste de 526 produits, reversement des taxes et des droits de douane à l'AP, possibilité de développement d'un secteur financier et bancaire autonome...), leur inscription dans une réalité modelée par 25 ans d'occupation et par les volets sécuritaire et territorial des accords limite considérablement leur portée.

Il convient de souligner tout d'abord que l'idée même d'une fusion au sein d'un marché commun d'une économie moderne, développée et concurrentielle avec une économie déstructurée, « dé-développée » et subordonnée porte en elle le maintien d'une relation inégale.

Si l'on entre davantage dans les détails, en s'appuyant sur des exemples concrets, cette inégalité et, au-delà, la poursuite du de-développement, est évidente. Certes, l'AP peut importer 526 produits depuis l'extérieur. Mais un examen de la liste de ces 526 produits nous montre qu'il s'agit essentiellement de produits alimentaires de base et de produits de consommation courante. Si les Palestiniens veulent importer des matières premières ou des matériaux permettant un développement industriel et/ou technologique, ils doivent obtenir l'agrément d'Israël via le « Comité Economique Conjoint ».

De même, la liberté relative d'exporter est sujette à un alignement de la TVA palestinienne (qui doit se maintenir entre 15 et 16%) sur la TVA israélienne (17%). Un tel niveau de taxe rend structurellement non-compétitifs les produits palestiniens sur le reste des marchés arabes, problème déjà posé par le coût du travail dans les territoires palestiniens (salaires beaucoup plus élevés car l'interpénétration avec le marché et le système monétaire israéliens tire les prix à la consommation vers le haut). Ce coût élevé du travail limite en outre considérablement les investissements étrangers, qui se portent dans des pays où la main d'œuvre est beaucoup moins coûteuse.

Le rôle joué par le « nouveau » secteur bancaire n'a pas limité la fuite des capitaux, bien au contraire, et n'a pas permis le développement d'un système d'emprunt et donc de crédit. Les banques investissent à l'étranger, et non dans l'économie « nationale », l'argent qui est déposé sur les comptes : en moyenne, durant les années 90, ce sont plus de 70% des capitaux qui sont ainsi transférés à l'étranger. Le rapport emprunts/capitaux oscille entre 20 et 25%, contre 80% en Jordanie et 90% en Israël. En d'autres termes, le capital accumulé dans les territoires palestiniens ne bénéficie pas à l'économie palestinienne.

Même si l'économie palestinienne peut en théorie s'ouvrir sur l'extérieur, elle est en réalité dans un quasi-tête-à-tête avec l'économie israélienne de laquelle elle ne peut s'émanciper. Les produits israéliens continuent d'inonder le marché palestinien et Israël demeure le principal débouché des productions palestiniennes. 90% des échanges commerciaux se font avec Israël et le déficit commercial palestinien passe de 800 millions de dollars en 1990 à 1.4 milliards de dollars en 1996. 2 exemples chiffrés: alors qu'en 1984 le volume d'échange en fruits et légumes entre les territoires palestiniens et la Jordanie s'élevait à 244 000 tonnes, durant les années 90 il chute à un niveau moyen de 44 000 tonnes. En 1994, sur les 9000 tonnes de citrons produites à Gaza, 90% ont été exportées vers les usines de jus de fruits israéliens.

c) L'arme politique

Au-delà de ces considérants strictement économiques, le monopole israélien sur le contrôle des territoires, des frontières et « l'arme sécuritaire » vont avoir des répercussions considérables au niveau de « l'économie palestinienne ».

Un premier élément qui est tellement évident que je ne vais pas le développer : l'emprise israélienne sur la majorité des terres palestiniennes et des ressources énergétiques (notamment l'eau) empêche l'extension des exploitations agricoles ou des zones industrielles puisque les permis de construire sont sujets à autorisation israélienne. Au-delà, les saisies de terre se multiplient durant les années 90 et 2000 avec la poursuite de la colonisation et la construction du mur, ce qui tend même à réduire la production agricole (plus de 1000 fermes et hangars agricoles saisis pour la seule période 2000-2006).

Un deuxième élément doit être pris en compte : les procédures sécuritaires imposées par Israël (contrôle des marchandises à la sortie des zones autonomes palestiniennes, transfert dans des véhicules israéliens, nouveaux contrôles aux frontières) augmentent considérablement le coût de l'exportation et de l'importation de marchandises, ce qui rend encore un peu moins concurrentielles les productions palestiniennes et moins attractives (pour les exportateurs étrangers) les zones autonomes.

Enfin, et c'est sans doute l'essentiel, la pratique récurrente (499 jours entre 1994 et 1999, soit 3 mois par an pendant la période de « paix »), pour des motifs officiellement sécuritaires, du bouclage des zones autonomes, va avoir un impact catastrophique au niveau économique. La Banque Mondiale estime ainsi que la pratique du bouclage a généré 40% de pertes du PIB de Gaza en 1996 et 20% de celui de la Cisjordanie : réduction drastique

du nombre de travailleurs palestiniens autorisés à se rendre en Israël (et donc du pouvoir d'achat et de la consommation), réduction des possibilités de commercer, y compris avec Israël, réduction de la production, explosion du chômage et de la pauvreté...

Le PIB par habitant décline régulièrement entre 1994 et 1999, et s'écroule entre 2000 et 2005 (-35%) avec la systématisation du bouclage après le soulèvement de septembre 2000. La production agricole chute, en valeur absolue, de plus de 25% entre 1999 et 2007, la production industrielle de plus de 20%.

Au-delà, la fragmentation territoriale va s'accompagner d'une « enclavisation » économique, Gaza étant isolée de la Cisjordanie, le Nord de la Cisjordanie du Sud. Sarah Roy décrit ce processus d'enclavisation et d'autarcisation de l'économie : des pratiques économiques qui s'éloignent des marchés et des échanges internationaux (voir inter-zones autonomes) et se tournent vers la production locale, des activités et des modes de production plus traditionnels. En résumé, on produit de moins en moins pour exporter et de plus en plus pour consommer tout en étant toujours dépendant des produits israéliens, étant donné les limites objectives, structurelles, des capacités de production.

Durant les années 90 et 2000, loin de s'atténuer, le de-développement se poursuit et se renforce, même si, comme on va le voir, l'argent afflue dans les territoires palestiniens et certains en tirent des bénéfices.

3) Au-delà de l'occupation, la faillite d'une stratégie palestinienne et internationale

a) Le rôle économique de l'AP

Il serait en effet trop réducteur d'attribuer les responsabilités de la poursuite du de-développement à la seule occupation israélienne, même si elle en demeure la principale source. Un changement fondamental s'est opéré avec Oslo : la mise en place de l'Autorité Palestinienne qui, en ce qui nous concerne, exerce un monopole sur les négociations économiques avec Israël, sur la perception des taxes diverses (notamment les droits de douane) et des aides internationales.

L'apparition de ce nouvel acteur va largement participer d'une reconfiguration de la scène économique palestinienne et, au-delà, de la scène politique et sociale. On peut résumer en 3 grands traits le rôle économique de l'AP : difformité, clientélisme et dépendance.

La construction d'un appareil d'Etat pléthorique (jusqu'à 180 000 membres en 2007) a permis à l'AP de jouer un rôle central dans l'économie palestinienne en devenant le premier pourvoyeur d'emplois dans les territoires palestiniens. Mais derrière ce chiffre se cache un développement très inégal, difforme, de l'appareil d'Etat : la moitié de ses salariés sont employés dans les diverses forces de sécurité, moins d'1/3 du budget est consacré au développement des services sociaux (santé, éducation), et c'est une portion négligeable qui est consacrée à l'aide au développement économique.

Le monopole sur les droits de douane (plusieurs centaines de millions de dollars par an), sur l'aide internationale (environ 10 milliards de dollars entre 1994 et 2006) et sur l'importation de 27 marchandises (ciment, tabac, essence...) va générer un vaste réseau de clientélisme et de corruption. Des centaines de millions de dollars sont gaspillés de manière improductive dans l'entretien de réseaux de clientèle. Le monopole sur les importations de produits indispensables, lui aussi utilisé à des fins de corruption, entraîne une hausse des prix : les constructeurs palestiniens qui importaient du ciment (entreprise Neshet) depuis Israël ont vu les prix augmenter suite à l'établissement du monopole de l'AP. Enfin l'AP favorise largement les investissements étrangers (avec lesquels elle partage des monopoles), et notamment des riches Palestiniens de la diaspora, au détriment des entrepreneurs locaux. Ces investisseurs préfèrent les secteurs rentables sur le court terme (tourisme, télécommunications...) à des secteurs moins rentables mais permettant le développement réel d'une économie locale.

L'AP demeure néanmoins dans une situation de dépendance totale vis-à-vis de l'aide extérieure. Le coût du développement et de l'entretien de l'appareil d'Etat et des diverses infrastructures (dépenses officielles) cumulé au coût du développement et de l'entretien des réseaux de corruption et de clientèle (dépenses officieuses) excèdent très largement les recettes de l'AP. Ainsi, pour l'année 2009, le déficit budgétaire estimé est de plus de 400 millions de dollars, malgré les aides internationales (1.5 milliard). L'AP ne peut survivre économiquement sans les aides des pays donateurs et sans le paiement, par Israël, des taxes et droits de douane : l'autonomie relative de l'AP dans le domaine économique peut à tout moment disparaître..

Ces 3 caractéristiques (difformité, clientélisme et dépendance) rejoignent largement les caractéristiques des Etats rentiers, Etats dont la majorité des recettes provient de l'extérieur et non de l'intérieur, et donc de l'impôt. Je n'approfondirai pas ce point ici, mais il convient néanmoins de noter que le paradigme de l'Etat rentier peut s'avérer éclairant pour comprendre les phénomènes d'autonomisation politique (dérivée de l'autonomie fiscale) de la direction de l'AP et de dépolitisation (en raison d'une politique de redistribution des richesses) de la société palestinienne...

b) De la dépendance économique à la dépendance politique

La situation de de-développement et les choix économiques de l'AP ont accru la dépendance de l'économie palestinienne vis-à-vis de l'aide internationale. L'AP est donc dans une situation paradoxale : incontournable sur le plan économique à l'intérieur des territoires palestiniens (40% de la population vit grâce aux salaires de l'AP), elle ne bénéficie d'aucune autonomie vis-à-vis de l'extérieur et doit donc se conformer aux volontés des pays donateurs. Une situation qui a des répercussions très politiques : lorsqu'en 2006 le Hamas gagne les élections, les pays donateurs suspendent leurs aides, Israël suspend le versement des taxes, et l'AP se trouve dans une situation de quasi-banqueroute.

Ce n'est qu'après l'arrivée, contraire au verdict des urnes, de Salam Fayyad (ancien haut fonctionnaire de la Banque Mondiale et du FMI) au poste de Premier Ministre que les aides reviennent, conditionnées à des décisions politiques de premier ordre : reprise des négociations avec Israël, refonte des services de sécurité, répression contre le Hamas, désarmement des dernières cellules de résistance... Lorsque lors de la conférence de Paris, en décembre 2007, les pays donateurs promettent à Mahmoud Abbas et Salam Fayyad près de 8 milliards de dollars sur 3 ans, c'est davantage pour leur permettre de reprendre la main sur la vie politique palestinienne que pour assurer un véritable développement économique palestinien.

Les logiques à l'œuvre depuis Oslo se poursuivent et la « nouvelle politique économique » de Fayyad ressemble beaucoup à celle de l'AP des années 90-2000 : priorité accordée aux investissements étrangers (cf la Palestine Investment Conference de 2008 à Béthléem) au détriment des entrepreneurs locaux, secteurs rentables (des hôtels de luxe à Ramallah, une deuxième ligne de téléphonie mobile...) et, last but not least, une priorité renforcée, dans le budget de l'AP, au secteur de la Sécurité : pour l'exercice 2008-2009, le programme « Transformation et Réforme du Secteur de la Sécurité » possède un budget équivalent aux budgets cumulés des Programmes « Accès à l'Éducation » et « Amélioration de la Qualité des Services de Santé » (en chiffre bruts, de décembre 2008 à juin 2009, 1325 postes ont été créés dans la Sécurité et 94 postes supprimés dans la Santé). Des choix conformes à l'idéologie néo-libérale des bailleurs de fonds, et des choix très politiques, qui s'inscrivent dans une vision, largement partagée par Salam Fayyad et ses proches, selon laquelle un développement économique palestinien serait possible malgré la poursuite de l'occupation et de la colonisation. Une vision qui a pourtant montré toutes ses limites durant les années 90-2000, pour des raisons (que nous avons exposées plus haut) qui n'ont pas disparu.

Conclusion : une faillite programmée ?

L'économie palestinienne est donc une économie victime d'une politique de de-développement, que les Accords d'Oslo n'ont pas interrompue, bien au contraire. Les Accords d'Oslo ont participé d'une reconfiguration du de-développement avec l'intégration d'un nouvel acteur, l'AP. Le rôle dévolu à l'AP (et dans lequel la majorité des forces sociales qui soutiennent l'AP se complaisent) n'est pas de poser les bases d'une économie palestinienne autonome ou de renverser le rapport d'inégalité entre économie israélienne et économie palestinienne. Il s'agit au contraire de gérer le de-développement sans qu'il y ait aucune modification structurelle : des individus s'enrichissent, des secteurs économiques fonctionnent, les salaires des fonctionnaires sont revenus mais il n'y a pas, à proprement parler, de développement économique. Les pays donateurs ne s'y trompent pas, qui n'ont accordé, durant les 6 premiers mois de l'année 2009, que 32 millions de dollars d'aide au développement économique (contre plus de 400 millions de dollars pour le fonctionnement de l'appareil d'État).

Si l'on a pu constater un allègement du bouclage en Cisjordanie, les difficultés demeurent, les restrictions et les expropriations se poursuivent, sans parler de la Bande de Gaza : soumise à un bouclage total et à un véritable embargo, elle est dans une situation de crise économique sans précédent. Quelques chiffres : selon la Banque Mondiale, 2% des établissements industriels continuent de fonctionner à Gaza (90 contre 3900 en juin 2005, 860 salariés contre 35 000), sur 2500 tonnes de fraises produites, seules 109 tonnes ont pu être exportées (4% de la production). Si l'on prend en compte Gaza et la Cisjordanie, le PIB par habitant estimé pour 2009 sera de 30% inférieur à celui de 1999, et il sera inférieur à celui de 2008. La croissance économique palestinienne reste négative. En 2008, entre la moitié et les 2/3 des foyers palestiniens vivent sous la limite de la pauvreté.

Dans les rues de Ramallah, il y a 2 semaines, je n'ai pu m'empêcher de penser, en voyant des enfants du camp de réfugiés de Qalandia, à l'heure où ils auraient dû être en classe, vendre des chewing-gums au checkpoint à quelques centaines de mètres des luxueux nouveaux buildings de la « capitale économique » palestinienne, à ces mots qu'écrivait Adel Samara, dénonçant le développement d'une « économie-casino », quelques mois avant l'explosion de septembre 2000 : « Les nouveaux buildings, les centres commerciaux et les restaurants de luxe de Ramallah et d'autres villes de Cisjordanie sont le reflet des intentions réelles de l'Autorité Palestinienne, et non des preuves d'un quelconque développement. (...) Le régime établi en réalité une infrastructure particulière, qui correspond aux besoins et aux demandes des touristes, des businessmen, des managers d'ONG, des officiels de l'Autorité... La majorité de la population n'a rien à voir avec ce prétendu développement ». L'embellie économique actuelle n'est en réalité qu'un trompe-l'œil et la prétendue « paix économique » ne stabilisera pas la situation politique.

Source : Julien Salingue

<http://juliensalingue.over-blog.com/...>

21 novembre

http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Julien_Salingue.211109.htm

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19